

# **Lettre ouverte et réponses des listes candidates aux élections européennes de la circonscription ouest**

Dix listes ont répondu<sup>2</sup> à ce questionnaire (par ordre alphabétique) : Alliance Royale, Démocratie Réelle, EELV, Europe Démocratie Esperanto, Front de Gauche – Myriam Martin<sup>3</sup>, Mouvement Socialiste Alternatif, Nouvelle Donne, NPA, UDB, UPR.

Une liste a répondu qu'elle ne se prononçait sur aucune question de par son rôle d' « écho » citoyen (Démocratie réelle) tandis que l'UPR se prononce pour la sortie de l'UE, un débat national sur le nucléaire se concluant par un référendum et le maintien de la dissuasion nucléaire en France.

Le Mouvement Socialiste Alternatif, qui se prononce pour la sortie du nucléaire avec une transition énergétique efficace, envisage de développer une fusion nucléaire « propre ». Si le volume des déchets hautement radioactifs peut sembler en première approximation moindre, c'est oublier la très forte irradiation des bétons et métaux, la production d'énormes quantités de tritium radioactif sans compter le risque d'explosion (bombe H) et le coût faramineux du projet ITER !

Huit listes se prononcent pour une sortie du nucléaire : sans délai précis (Nouvelle Donne), progressive (EELV, UDB), en 10

ans (NPA) ou 15 ans (Front de Gauche – Myriam Martin). Hormis Nouvelle Donne, ces listes semblent écartelées entre un arrêt rapide du nucléaire compte tenu du risque que font courir des réacteurs obsolètes et des considérations économiques ou environnementales (réchauffement climatique). Toutes s'accordent néanmoins sur l'arrêt du chantier du réacteur EPR de Flamanville : « trop coûteux », « danger pour la sûreté », « conditions de travail déplorables »,...

En dehors de l'Alliance Royale, de Démocratie réelle et de l'UPR, toutes les listes se prononcent pour l'abolition ou un désarmement nucléaire global. Beaucoup soulignent le rôle majeur que pourrait jouer la France en faveur de la paix par un désarmement unilatéral (EELV, Front de gauche – Myriam Martin, UDB,...).

Difficile de résumer toutes les initiatives envisagées au niveau Européen par les listes ayant répondu positivement à une action anti-nucléaire : actions contre les programmes de recherche, contre les transferts de technologie, transparence, sécurité, solidarité avec les territoires contaminés à Tchernobyl et Fukushima, développement des alternatives énergétiques, transition énergétique ambitieuse,...

Il faut remarquer que 15 listes n'ont pas répondu à cette lettre ouverte, et notamment le Front National, le PS, l'UDI-Modem et l'UMP.

Les réponses montrent qu'il est encore nécessaire de réaliser un gros travail d'information sur le nucléaire auprès des partis politiques, des élus nationaux et européens. Il est

aussi nécessaire de remobiliser non seulement les citoyens français, mais aussi européens car le risque nucléaire ne connaît pas de frontières. Pour en finir avec cette épée de Damoclès, il y a urgence à arrêter immédiatement le nucléaire en France et en Europe.

Cette lettre a été l'occasion d'un nouveau contact avec des partis politiques qui semblent pour la plupart en demande d'information et de confrontations d'idées. C'est une première étape que nos associations et collectifs poursuivront après les élections européennes.

Pour le collectif d'associations

Alain Rivat

1 & 2 : documents joints

3 : Le Front de Gauche est un rassemblement d'organisations et citoyen-ne-s qui ont sur le nucléaire des points de vue qui peuvent diverger. Les réponses citées sont celles de Myriam Martin, tête de la liste Front de Gauche pour la circonscription Grand Ouest.

**La lettre ouverte et les réponses sont à télécharger [ici](#)**